

LA PUISSANCE MARITIME TURQUE : LES MOYENS D'UNE AMBITION

Si l'on convient, avec Napoléon, que « *la politique d'un État est dans sa géographie* », la Turquie ne peut qu'être une puissance maritime. Or, malgré des atouts géographiques majeurs, les Turcs n'ont traditionnellement pas placé le maritime au centre de leur stratégie de puissance. Une situation qui n'est pas sans rappeler celle de la France, qui n'a pas toujours su tirer parti de sa disposition exceptionnelle.

UNE MER OMNIPRESENTE... ET ABSENTE DES ESPRITS

La République turque possède 8 300 km de côtes et forme un rectangle ceint par la mer Noire, la mer de Marmara, la mer Égée et la Méditerranée orientale. Cette disposition singulière est renforcée par la présence des détroits des Dardanelles et du Bosphore, quatrième passage maritime le plus emprunté au monde, situé dans les eaux territoriales turques. La liberté de passage et de navigation y est assurée pour la marine marchande selon les termes de la convention de Montreux (1936). Istanbul, la capitale économique du pays où réside près de 20% de la population, est située de part et d'autre du Bosphore.

En dépit de ces atouts, la Turquie demeure un pays largement terrien. Les Turcs qui s'établissent en Anatolie au XI^{ème} siècle sont des nomades originaires des steppes d'Asie centrale, et par la suite l'Empire ottoman s'épanouit dans une tradition militaire essentiellement terrestre, conjuguée à l'influence culturelle arabo-persane. Durant les premières années de la République, la Marine turque est également considérée comme une institution réactionnaire, à la loyauté douteuse, et est de ce fait délaissée. Aucun amiral n'a jamais été chef d'état-major des armées dans l'histoire de la Turquie moderne.

AMBITION DE PUISSANCE ET AMBITION NAVALE

L'entrée dans l'Otan en 1952 permet néanmoins à la flotte de se moderniser en acquérant des bâtiments américains et britanniques. Plus tard, le regain de tension avec la Grèce confère à la Marine un rôle nouveau et la flotte de surface double de taille entre 1960 et 1975, tandis que l'intervention à Chypre en 1974 consacre l'importance de la Marine au sein des forces armées.

La Turquie développe depuis la fin de la guerre froide une stratégie de puissance afin de s'imposer comme un acteur autonome des relations internationales, et non plus comme un limes de l'Otan. Cette évolution se traduit par une ambition navale accrue, comme en témoigne le titre évocateur d'un ouvrage publié par la Marine en 2000, *Vers les mers ouvertes : un portrait des forces navales turques*.

La modernisation de la flotte constitue un aspect majeur de cette stratégie, la Marine projetant d'acquérir dans les vingt prochaines années un porte-hélicoptères, des frégates de défense aérienne et des drones sous-marins.



Corvette de la classe Ada

Ces bâtiments viendront s'ajouter à six sous-marins construits en coopération avec l'Allemagne et aux huit corvettes de classe *Ada* du projet *Milgem* (*milli gemi*, navire national). Ce programme, annoncé comme une fierté nationale, doit consacrer la capacité autonome de construction navale militaire du pays. A la suite de l'admission au service actif le 27 septembre 2011 de la première corvette, le *TCG Heybeliada*, les autorités ont annoncé leur volonté d'exporter cette série et de capitaliser sur l'expérience acquise pour entreprendre la construction de frégates (projet TF-2000).

DE LA VOLONTE ASSUMEE AU PRINCIPE DE REALITE

Si la Marine turque est désormais identifiée comme un moyen au service de l'ambition mondiale du pays, elle demeure entravée par les faiblesses structurelles de ce dernier : relation conflictuelle avec certains Etats frontaliers (interdiction d'escale dans les ports turcs pour les navires chypriotes, incidents aériens en mer Égée...), tension avec la hiérarchie militaire (l'avant dernier chef d'état-major de la Marine a démissionné en 2011 avec ses homologues des armées de l'Air et de Terre, son propre prédécesseur avait été brièvement incarcéré au cours d'une enquête sur un complot visant à renverser le gouvernement...) et fragilité économique malgré une croissance dynamique (le PIB annuel par habitant est encore de 10 500 dollars en 2011, contre 42 400 pour la France).

L'exemple turc est révélateur. L'outil naval constitue un formidable levier de puissance sur la scène mondiale. Une politique maritime doit s'inscrire dans la durée. Une situation géographique, aussi exceptionnelle soit-elle, ne fait pas une puissance navale. La volonté politique est déterminante.